



Le réseau des Equipes techniques de
Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi

Le rendez-vous
des équipes de
PLIE

N° 13
Octobre 2013

EUROPLIE, LE RESEAU DES EQUIPES TECHNIQUES DES PLIE

DANS CE NUMERO

LES RENDEZ-VOUS DES EQUIPES TECHNIQUES DES PLIE EN NOVEMBRE ET DECEMBRE

Europlie vous donne rendez-vous le 8 novembre prochain à l'occasion de sa nouvelle journée technique « **Horizon 2014-2020 : Programme, gestion, gouvernance – Adaptations et démarches novatrices** ». Dans la dernière ligne droite de la préparation de la programmation des fonds européens 2014-2020 et dans le contexte de décentralisation au niveau national, nous vous proposons une journée pour faire le point sur l'état des négociations nationales et ainsi vous préparer aux changements à venir dès le 1er janvier 2014.

#Si vous ne l'avez pas encore reçu demandez le programme au centre de ressources #

La dynamique de groupe de travail a été engagée. Les **groupes de travail « Accompagnement » et « Décentralisation »** se retrouveront le vendredi 15 novembre prochain à Avignon. *#Si vous souhaitez rejoindre l'un de ces groupes de travail, contactez le centre de ressources #*

Enfin, Europlie donne rendez-vous à ses administrateurs le 6 décembre prochain à Lyon, pour le dernier conseil d'administration de l'année et préparer l'année 2014.

Nouvelles d'Europlie

Page 2

Europe & Economie Sociale et Solidaire -En bref

Page 3

« ENSEMB NOU LE CAPAB », une cellule de soutien aux projets de l'ESS sur le territoire de Saint-Denis de La Réunion

Page 4

Agenda- A lire

Page 5

NOUVELLES D'EUROPLIE DU 3EME TRIMESTRE 2013

EUROPLIE a organisé les 13 et 14 juin derniers à Marseille son assemblée générale et la journée technique «**Accompagnement et Innovation 2014-2020 : Harmonisation des pratiques à l'échelle d'un territoire**». Nous remercions encore le PLIE de Marseille Provence Métropole Centre pour son chaleureux accueil et l'organisation de ces rencontres! La journée a été riche en échanges et a rassemblé une soixantaine de techniciens de PLIE.

Afin de s'inscrire dans une dynamique de réflexion et d'actions collectives, les administrateurs ont mis en place **quatre groupes de travail**. Le premier sur la thématique de l'évaluation dont la définition des critères sera un axe central. Le deuxième sur l'accompagnement intégré à la gestion des parcours. Le troisième sur la programmation 2014/2020, la nouvelle structuration de la gestion des fonds européens et les déclinaisons opérationnelles. Et le quatrième sur l'Acte III de la Décentralisation, ses conséquences et les suites données aux nombreux rapports relatifs aux politiques publiques d'insertion et d'emploi. *#Si vous souhaitez rejoindre l'un de ces groupes de travail, contactez le centre de ressources #*

Par ailleurs, une réflexion a été engagée avec des élus afin de co-construire un projet d'actions communes.

Le groupe Technique « **Les PLIE et l'architecture de gestion de la prochaine programmation des fonds européens** » organisé par l'ADF en lien avec Europlie s'est rencontré les 11 et 12 septembre à Paris. Ces journées ont été riches en échanges, et ont réuni 160 représentants de 60 Conseils Généraux et de 40 PLIE. Cette rencontre a été l'occasion de présenter les deux notes de travail émises par l'ADF et Europlie dans le cadre de la préparation de la future programmation des fonds européens 2014-2020. *#Demandez les notes d'analyse au centre de ressources #*

Si le rapprochement avec les départements peut constituer une opportunité pour la généralisation des PLIE, ce dernier implique un travail d'articulation approfondi. Nous vous proposons notamment d'échanger sur ce sujet à l'occasion de la prochaine journée technique d'Europlie le 8 Novembre prochain à Paris « **Horizon 2014-2020 : Programme, gestion, gouvernance - Adaptations et démarches novatrices** ».

CHIFFRES CLES EN FRANCE

Le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) en France métropolitaine est en hausse de 0,1 point : il est estimé à **10.9%** pour le 2ème trimestre 2013

D'après l'OCDE,

Le taux de chômage en France devrait atteindre **11,4%** fin 2014. La croissance économique en France resterait négative en 2013, avant de redevenir légèrement positive **+0.8%** en 2014.

Selon la Cnaf,

Le nombre de bénéficiaires du RSA a augmenté de **7%**, au 30 juin 2013 par rapport à la même date de 2012. Le RSA socle seul augmente quant à lui de **8,7%**.

Selon une étude de la Dares,

Les ruptures conventionnelles représentent **16%** des fins de CDI en 2012, avec un pic de **25%** chez les salariés de 58 à 60 ans.

& d'Europe,

Le budget européen 2014-2020 en Europe, en France et en Régions !

960 milliards d'euros c'est le budget de l'Union Européenne voté par les eurodéputés pour la période 2014-2020. La France bénéficiera sur cette période d'un budget de 14.2 milliards d'euros d'enveloppe de fonds structurels. Ces deux montants restent peu ou prou inchangés par rapport à la période précédente de 2007 à 2013. Cependant de fortes disparités existent au sein des territoires français. La région francilienne verra son budget augmenter de 17% et ainsi atteindre 784 millions d'euros, alors que les régions Alsace, Bretagne et Midi Pyrénées vont perdre 10% par rapport à la programmation antérieure. Des régions en transition verront également leurs enveloppes diminuées, ce sera le cas du Limousin, de l'Auvergne, de la Franche-Comté, du Poitou Charentes, de la Corse et de l'Auvergne.

Nouvelles.... De France

La « garantie jeunes » en place dans 10 territoires

Matignon a rendu publique la liste des dix territoires pilotes choisis pour mettre en œuvre à l'automne la "garantie jeunes", une allocation d'environ 450 euros mensuels pour des 18-25 ans en difficulté d'insertion. L'aide pourra concerner "jusqu'à 10 000 jeunes" dans les Bouches-du-Rhône, la Seine-Saint-Denis, le Vaucluse, le Lot-et-Garonne, l'Allier associé au Puy-de-Dôme, le Finistère, l'Eure, l'Aude, les Vosges et La Réunion. L'expérience concerne "des territoires urbains mais aussi des territoires ruraux", souligne le Premier Ministre, qui précise que "les conseils généraux et villes impliqués dans ces expérimentations appartiennent à toutes les sensibilités politiques".

Un travail journalier pour les jeunes marginalisés

Le Comité d'étude et d'information sur la drogue (CEID) de Bordeaux a mis en place le dispositif « TAPAJ » (Travail alternatif payé à la journée). Inspiré du Canada, ce programme, inédit en France, propose aux jeunes en errance de réaliser un travail et d'être payé immédiatement. Travail sur la journée sans engagement sur la durée et payé le jour même, ce dispositif « incitatif » permet à ces jeunes de progresser par étape, en proposant aux plus assidus des horaires de travail plus réguliers.

PLIE de Saint Denis de la Réunion

« ENSEMB NOU LE CAPAB », Ensemble on est capable !

Une cellule de soutien aux projets de l'ESS sur le territoire de Saint-Denis de La Réunion.



Entretien avec Muriel JOURET,

Chef de projet en charge de l'espace ESS,
ALIE PLIE DU NORD DE LA REUNION

Vous êtes l'initiatrice du projet, comment vous est venue l'idée ?

Avant de rejoindre l'Insertion par l'Activité Economique, j'ai travaillé plus de 10 ans dans une grande entreprise, j'ai pu participer aux actions de mécénat dans le cadre de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS), j'ai constaté qu'il y avait des moyens financiers et des idées mais très peu de porteurs de projets. A La Réunion, j'ai fait le même constat, même si les organisations de la société civile sont très nombreuses, il existe très peu de projet d'entrepreneuriat dans le secteur de l'ESS.

D'un autre côté, il existe une demande forte de la part de la Ville de Saint-Denis de faire émerger l'ESS, encouragée par le contexte national où l'Etat reconnaît ce secteur en créant un ministère dédié, et une Banque Publique d'Investissement dont l'une des missions principales sera d'investir dans le développement de l'ESS. La Ville de Saint-Denis a ainsi financé une prospection que j'ai réalisée en métropole et à La Réunion.

Quels sont les résultats de cette prospection ?

J'ai analysé ce qui existe en métropole et ce qui pourrait être développé sur le territoire dionysien. De nombreux projets se sont détachés tant en entreprise collective qu'en entreprise individuelle.

Par exemple, le caractère insulaire de notre territoire génère des problématiques de développement durable, notamment le traitement des déchets et le démantèlement des véhicules hors d'usage. Il y a une réelle demande et ces projets nécessitent beaucoup de main d'œuvre. Je travaille notamment à la préfiguration d'un jardin maraîcher biologique d'insertion par l'activité économique dont nous aurons la création et le portage.

Ce type d'outil n'existe pas à La Réunion. La filière agro écologique apparaît comme un support incontournable au moment où la demande de produits maraîchers bio et le besoin d'achat en circuits courts ne cessent d'augmenter.

D'un autre côté, dans certains quartiers les pieds d'immeuble sont vides, et la demande de la part de la population en services de proximité est forte; ces espaces pourraient être investis par des garages solidaires, des autoécoles solidaires, des blanchisseries écologiques, des boulangeries, des salons de coiffure, etc. Actuellement, l'ALIE étudie la faisabilité d'un restaurant d'insertion.

Parlez-nous du projet CAPAB (Centre d'application des projets alternatifs et de biodiversité) ?

Pour développer l'entrepreneuriat social et solidaire, l'association l'ALIE porteuse du PLIE du Nord de La Réunion a créé un département dédié au sein de sa structure, ce département s'appellera CAPAB, Maison de l'Economie Sociale et Solidaire (MESS).

La MESS sera un lieu vivant et d'échange. Ce n'est pas un centre de ressources, il existe déjà pour cela la Chambre Régionale de l'Economie Sociale (CRES). Plus particulièrement, le projet CAPAB de la MESS est de mettre en place un outil qui permettra à la fois, de sensibiliser les dionysiens à l'ESS, de faire émerger des projets et encourager les porteurs de projets, et enfin, de leur proposer un incubateur pour leur projet.

Et en pratique ?

Le projet vient tout juste de se mettre en place, nous espérons accompagner, dans les années à venir, de nombreux porteurs de projets pérennes respectueux de l'environnement et de la société.

Pour la suite, les idées ne manquent pas. Par exemple, l'île de La Réunion a un fort potentiel de tourisme. Elle est reconnue patrimoine mondial de l'Unesco depuis 2010. Il serait opportun dans le futur d'investir ce champ, et de créer des projets de tourisme solidaire ou d'écotourisme. D'autre part, les jouets à La Réunion sont très chers... une autre idée serait de créer un atelier de recyclage et rénovation de jouets.

Merci pour cet entretien, nous vous souhaitons une belle réussite !

À lire...

PROJET DE LOI DE MODERNISATION DE L'ACTION PUBLIQUE TERRITORIALE ET D'AFFIRMATION DES METROPOLES

8 octobre 2013

Le projet de loi adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture.

www.senat.fr

ÉVALUATION DE LA POLITIQUE TERRITORIALE DE L'EMPLOI IGAS

Octobre 2013

Dans le cadre de la Modernisation de l'action publique, l'inspection générale des Affaires sociales (Igas) dresse un état des lieux de la politique territoriale de l'emploi dans deux rapports qui établissent une cartographie des politiques engagées ainsi qu'un bilan de leur mise en œuvre et formulent des recommandations pour en améliorer l'efficacité.

www.ladocumentationfrancaise.fr

LES NIVEAUX DE VIE EN 2011

Cédric Houdré, Juliette Ponceau, Marie Zergat Bonnin, division Revenus et patrimoine des ménages, Insee

Septembre 2013

L'Insee publie son étude annuelle sur l'évolution des niveaux de vie. La présente livraison porte sur l'année 2011. Elle montre que le niveau de vie médian a stagné en 2011, à hauteur de 19.950 euros, soit 1.630 euros par mois. Ce résultat est légèrement meilleur que celui de 2010, qui avait vu le niveau de vie médian reculer de 0,5%, après avoir progressé de 0,4% en 2009. Témoinnant de l'ampleur de la crise, ces chiffres sont loin de ceux de la période 2004-2008, qui voyait le niveau de vie médian progresser de 1,8% par an en moyenne.

www.insee.fr

RETOUR A L'EMPLOI DES SENIORS AU CHOMAGE

Rapport d'évaluation

IGAS

Juin 2013

"En décembre 2012, un million de demandeurs d'emploi étaient âgés de plus de 50 ans", constate l'Inspection générale des affaires sociales, dans ce rapport. L'IGAS pointe les politiques publiques successives qui ont été trop axées sur le maintien dans l'emploi que sur le recrutement. Elle préconise ainsi de "renforcer la place du recrutement dans le contrat de génération".

www.igas.gouv.fr

LES RECOMMANDATIONS DU CNIAE SUR LA REFORME DU FINANCEMENT DE L'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Christiane Demontès

Le CNIAE formule ses propositions sur la réforme du financement de l'IAE, sur la base des travaux d'un groupe de travail, associant des représentants des réseaux des SIAE, des services de l'Etat et des collectivités territoriales.

www.europlie.asso.fr

L'AGENDA D'EUROPLIE

JOURNEE TECHNIQUE « HORIZON 2014-2020 : PROGRAMME, GESTION, GOUVERNANCE - ADAPTATIONS ET DEMARCHES NOVATRICES »

Le vendredi 8 novembre 2013 - [Pré-Programme](#)

A Paris

1ERE RENCONTRE DES GROUPES DE TRAVAIL « EVALUATION » ET « ACCOMPAGNEMENT »

Le vendredi 15 Novembre 2013

A Avignon

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le vendredi 6 décembre 2013

A Lyon

Quelques dates...

COMMENT FAIRE DE LA LOI SUR L'ESS UN MOTEUR POUR LES ACTEURS NON LUCRATIFS SANITAIRES ET SOCIAUX ?

Le 13 novembre 2013

A Nanterre

Quels sont les objectifs et le contenu de la future loi sur l'ESS ? Quelles en seront les modalités d'application ? Quels enjeux et quelles conséquences pour les acteurs non lucratifs, en particulier pour les associations sanitaires, sociales et médico-sociales ? Comment mieux valoriser la place et la spécificité de ces acteurs ? Telles sont les questions qui seront abordées au cours de cette journée organisée par l'Uniopss.

www.uniopss.asso.fr

RENCONTRES NATIONALES IAE ET FORMATION

Le 2 décembre 2013

A Paris

"Insertion par l'activité économique et formation : mobiliser pour l'emploi", c'est le titre des Rencontres nationales organisées par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé, avec l'appui du CNAR IAE, du CNIAE et de l'Avisé, pour renforcer la dynamique de formation dans les SIAE. Cette journée de témoignages sur des actions et parcours réussis, permettra d'échanger sur la capacité des SIAE à innover dans le champ de la formation ; le potentiel de développement des actions et partenariats entre SIAE, OPCA, collectivités locales et autres acteurs économiques du territoire ; l'impact de ces actions et partenariats sur les publics éloignés de l'emploi.

Appel à cotisation et à participation pour 2013

Afin de poursuivre son activité en faveur des PLIE, EUROPLIE a besoin de votre contribution, qu'elle soit financière à travers le versement de votre cotisation, ou active à travers votre participation aux rencontres et aux groupes de réflexion. Notre réseau national reste résolument engagé au plus près des équipes techniques, au service des publics vulnérables, mais cet espace d'échanges et d'actions ne peut exister sans l'engagement de ses adhérents.

Nous vous remercions de votre soutien contre vents et marées et vous apporterons le nôtre face aux nouveaux défis qui nous attendent.

L'Assistance Technique aux PLIE : Un service sur mesure

L'assistance technique aux PLIE se développe sous forme d'une offre de services. EUROPLIE propose la mise en place d'une action d'appui technique à un ou plusieurs PLIE demandeurs, à une collectivité... Cette assistance technique est réalisée par des directeurs ou techniciens repérés dans le réseau EUROPLIE et reconnus comme experts sur les différents axes de travail (problématiques, outils, structures, etc). La prestation peut porter, pour exemples, sur la gestion de parcours, le développement de l'emploi dans les marchés publics, le développement du lien aux entreprises, l'animation de la piste d'audit du FSE.

Centre de Ressources

8 rue Traversière,
95000 Cergy
01 30 32 85 24

contact@europlie.asso.fr

Présidente : Claudine Camilleri
Vice-Président : William Ameri

Chargée de mission : Anne-Julie Beuscart

Cette lettre d'information est ouverte aux adhérents :

Pour présenter votre structure, proposer des événements ou partager votre opinion, vous pouvez nous communiquer toute demande par mail ou par courrier au Centre de Ressources.